

Allemagne/80 ans après la "Nuit de cristal" Le pays redoute l'essor de l'extrême droite

AFP
Berlin/Allemagne

Lors d'un discours dans la plus grande synagogue d'Allemagne, à Berlin, la chancelière Angela Merkel a jugé que l'Etat devait agir de manière conséquente.

LES dirigeants allemands ont mis en garde hier contre la résurgence de l'antisémitisme et la montée de l'extrême droite lors de commémorations marquant les 80 ans de la "Nuit de cristal", ces pogroms annonciateurs de l'Holocauste.

"L'Etat doit agir de manière conséquente contre l'exclusion, l'antisémitisme, le racisme et l'extrémisme de droite", a jugé la chancelière Angela Merkel lors d'un discours dans la plus grande synagogue d'Allemagne, à Berlin.

La dirigeante, tout de noir vêtue, a montré du doigt ceux qui "réagissent par des réponses prétendument simples aux difficultés" de l'époque actuelle, une référence à l'essor des populismes et de l'extrême droite en Allemagne comme en Europe.

Dans ce lieu de culte profané par les nazis il y a 80 ans jour pour jour, le président du Conseil central des Juifs, Josef Schuster est allé encore plus loin en invectivant le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) qui siège depuis un an au Bundestag, qualifiant ses membres d'"incendiaires moraux".

"HONTE" • Certains cadres



Photo : AFP

La chancelière Angela Merkel hier à la synagogue de Berlin : "L'Etat doit agir de manière conséquente contre l'exclusion, l'antisémitisme, le racisme et l'extrémisme de droite."

de ce parti ont tenu des propos polémiques sur l'Holocauste et le devoir de mémoire en Allemagne. Ils tiennent aussi un discours islamophobe visant essentiellement les centaines de milliers de demandeurs d'asile arrivés dans le pays depuis 2015.

M. Schuster a qualifié de "honte pour notre pays" les agressions commises contre les juifs mais aussi contre les réfugiés musulmans.

Quelques minutes plus tôt, lors d'une cérémonie à la chambre des députés, le président allemand Frank-Walter Steinmeier avait dénoncé l'émergence en Europe d'un "nouveau nationalisme" nostalgique, selon lui, d'"un vieux monde parfait qui n'a en réalité jamais existé".

Le président français Emmanuel Macron s'était dit "frappé" le 31 octobre par la ressemblance entre la situation actuelle en Europe, "divisée par les peurs, le repli nationaliste", et celle des années 1930. La France est elle-même confrontée à une forte augmentation en 2018 des actes antisémites. Des mots lourds de sens 80 ans après les saccages et les destructions par les nazis de milliers de synagogues et commerces tenus par des juifs en Allemagne mais aussi en Autriche, petit pays dirigé par une coalition entre conservateurs et extrême droite où des commémorations ont aussi eu lieu hier.

Pour les historiens, la "Kristallnacht" marque le passage de la discrimination des juifs à leur persécution

puis leur extermination. « Je tenais la main de mon père. J'ai vu la synagogue en feu et j'ai demandé "Pourquoi les pompiers ne viennent pas ?" Je n'ai pas eu de réponse », a témoigné de cette nuit Charlotte Knobloch, ancienne présidente du Conseil central des juifs d'Allemagne, à l'antenne de la ZDF. La propagande affirme alors qu'il s'agit d'une éruption de violence spontanée après le meurtre d'un diplomate à Paris. Mais elle a en réalité été planifiée par l'Etat nazi. De nombreux Allemands se souviennent de ces pogroms en polissant ou en déposant des fleurs sur les "Stolpersteine", des milliers de petites plaques de laiton incrustées entre les pavés pour identifier les victimes. Cette commémoration, qui

se télescope avec l'anniversaire de la chute du Mur de Berlin, le centenaire de l'Armistice de 1918, ou encore la fin de l'Empire allemand, intervient dans un contexte trouble en Allemagne.

NOUVELLE FORME D'ANTISEMITISME • Une forme nouvelle d'antisémitisme pour l'Allemagne fait aussi régulièrement les gros titres, celui prêté aux migrants arabo-musulmans qui ont afflué depuis 2015. Mais l'essor de l'extrême droite allemande a aussi remis au premier plan un antisémitisme national, l'AfD ayant multiplié les provocations liées au nazisme.

L'un de ses membres a participé à une commémoration au Mémorial de l'Holocauste à Berlin en arborant un symbole nazi autrichien, l'œillet bleu.

Une marche à l'appel d'un groupe de la droite radicale n'a rassemblé qu'une trentaine de personnes en soirée à Berlin, a constaté l'AFP. Des centaines de contre-manifestants se sont en revanche mobilisés sous le slogan : "Tous ensemble contre le fascisme". L'inquiétude ne cesse de grandir au sein de la communauté juive allemande, forte d'environ 200 000 personnes et qui a connu une forte croissance avec l'arrivée de nombreux juifs de l'ex-Union soviétique depuis la Réunification en 1990.

Le nombre de crimes et délits à caractère antisémite est resté néanmoins stable dans les statistiques de police.

A travers le monde

• **Australie/Terrorisme.** Un mort dans une attaque au couteau



Photo : AFP

Un homme originaire de Somalie et connu des services de renseignement a tué une personne au couteau et en a blessé deux autres hier en plein cœur de Melbourne, dans ce que la police australienne considère comme un acte terroriste de fait revendiqué par le groupe Etat islamique (EI).

• **Etats-Unis/Politique.** Trump rabroue un journaliste de CNN pour une question "stupide"

Tout en exigeant hier davantage de "respect" pour une Maison Blanche qu'il a qualifiée de "sacrée", le président Donald Trump a vertement rabroué un journaliste, lui reprochant une question "stupide".

• **Philippines/Justice.** Imelda Marcos lourdement condamnée pour corruption



Photo : AFP

Imelda Marcos a été condamnée hier à une lourde peine de prison pour corruption, une sentence rarissime pour l'ancienne première dame des Philippines accusée d'avoir prélevé avec son époux, le dictateur Ferdinand Marcos, des milliards de dollars dans les caisses de l'Etat.

• **Syrie/Conflit.** 23 rebelles tués dans le nord-ouest

Les forces du régime de Bachar al-Assad ont tué hier 23 rebelles dans le nord-ouest de la Syrie, l'assaut le plus meurtrier dans une zone appelée à être "démilitarisée" dans le cadre d'un accord russo-turc.

• **Yémen/Conflit.** Hodeida : forte résistance des rebelles

Les rebelles yéménites opposent une forte résistance à Hodeida, intensifiant hier les tirs d'obus et tentant de couper les routes de ravitaillement pour ralentir la progression des forces progouvernementales qui veulent reprendre cette cité clé de l'ouest du pays en guerre.

Sri Lanka/Crise

Le président dissout le Parlement

AFP
Colombo/Sri Lanka

Son parti n'a pu rassembler une majorité suffisante pour confirmer son candidat au poste de Premier ministre. Des élections anticipées auront lieu en janvier.

LE président du Sri Lanka Maithripala Sirisena a dissout le Parlement hier, peu après que son parti a annoncé qu'il ne disposait pas d'une majorité suffisante pour confirmer son candidat au poste de Premier ministre, après deux semaines de crise politique dans l'île.

Le chef de l'Etat a ordonné la dissolution de l'assemblée, composée de 225 députés, dès hier à minuit, en préalable à des élections anticipées, deux ans plus tôt que prévu, a annoncé

un ministre sous couvert de l'anonymat.

"L'élection se tiendra probablement début janvier", a précisé le ministre.

Elle n'était pas prévue avant 2020 mais devant l'impasse politique le président a décidé de prendre le risque d'un scrutin anticipé dans l'espoir d'obtenir une majorité solide dans la nouvelle assemblée.

Le parti du président avait reconnu hier ne pas avoir actuellement la majorité parlementaire pour confirmer son candidat contesté aux fonctions de Premier ministre.

Depuis le limogeage surprise le 26 octobre par le président du chef du gouvernement Ranil Wickremesinghe, et son remplacement par l'ex-homme fort de cette nation d'Asie du Sud (2005-2015) Mahinda Rajapakse, le Sri Lanka se retrouve de fait avec deux Premiers ministres

rivaux, M. Wickremesinghe dénonçant son renvoi comme inconstitutionnel.

Ancien président de l'île et bête noire des défenseurs des droits de l'Homme, Rajapakse avait mis fin en 2009 à quatre décennies de guerre civile avec la rébellion tamoule.

"Pour l'instant nous avons 104 ou 105 parlementaires", sur les 113 nécessaires, avait admis hier devant la presse Keheliya Rambukwella, porte-parole du président Sirisena. "Nous comptons sur des déflections pour obtenir les nombres (requis)."

Se disant certain de toujours détenir la majorité absolue au Parlement, suspendu par le président jusqu'au 14 novembre, M. Wickremesinghe réclamait, à l'instar de la communauté internationale, la convocation immédiate des 225 députés pour



Photo : AFP/L'Union

En décidant de dissoudre le Parlement, le président Maithripala Sirisena prend le risque d'élections anticipées.

qu'ils déterminent qui est le Premier ministre légitime.

Sous pression de l'Union européenne et des Etats-Unis notamment, le président avait promis à trois reprises de lever la suspension du Parlement mais avait à chaque fois fait volte-face.

Lors d'élections en 2015,

une alliance du parti de M. Wickremesinghe et d'une faction emmenée par M. Sirisena avait évincé du pouvoir Mahinda Rajapakse.

Mais une fois aux responsabilités, les relations entre les deux partenaires ont tourné au vinaigre, en raison notamment de divergences sur la politique économique.